

**Union européenne - Conseil des  
affaires étrangères - Syrie : l'UE  
ajoute deux ministres à la liste des  
personnes soumises à des sanctions -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne  
(Bruxelles, 26 février 2018)**

Le 26 février 2018, le Conseil a ajouté le ministre de l'industrie et le ministre de l'information du gouvernement syrien à la liste des personnes soumises aux mesures restrictives décrétées par l'UE à l'encontre du régime syrien, compte tenu de la gravité de la situation dans le pays. Ces nouvelles inscriptions reflètent les remaniements ministériels intervenus récemment, ces deux ministres ayant été nommés en janvier 2018.

La décision d'aujourd'hui porte à 257 personnes le nombre total de personnes soumises à une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et à un gel de leurs avoirs au motif qu'elles sont responsables de la répression violente exercée à l'encontre de la population civile en Syrie, qu'elles tirent profit du régime ou lui apportent leur soutien, et/ou qu'elles sont associées à de telles personnes.

En outre, 67 entités font l'objet d'un gel des avoirs. Plus largement, les sanctions actuellement en vigueur à l'encontre de la Syrie comprennent un embargo pétrolier, des restrictions frappant certains investissements, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE et des restrictions frappant les exportations d'équipements et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, ainsi que d'équipements et de technologies destinés à surveiller ou intercepter les communications Internet ou les communications téléphoniques. Ces mesures ont été prorogées en dernier lieu le 29 mai 2017 et sont en vigueur jusqu'au 1er juin 2018.

L'UE reste déterminée à trouver une solution politique durable au conflit en Syrie dans le cadre existant mis en place par les Nations unies. Ainsi qu'il est indiqué dans la stratégie qu'elle a adoptée à l'égard de la Syrie en avril 2017, l'UE est convaincue qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit, et elle soutient résolument le travail réalisé par l'envoyé spécial des Nations unies ainsi que les pourparlers intra-syriens menés à Genève.

Les actes juridiques adoptés par le Conseil, y compris les noms des personnes concernées, sont publiés au Journal officiel du 26 février 2018./.